

Bureau d'études :



GENESIS GROUP CENTRE - 15 avenue de Paris – 19100 BRIVE

Maitre d'ouvrage :



**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SUD-OUEST
Direction de l'Immobilier – Service Local Immobilier 87**

**Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN
(Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de
Limoges (87)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

Pièce Commune

Phase	Indice	Date	Objet	Rédacteur	Relecture
DCE	A	Juillet 2025	Emission Originale	LVA/ABE/DAR	LVA/ABE/DAR
DCE	B	Août 2025	Modifications suivant MOA	LVA/ABE/DAR	
DCE	C	Nov 2025	Modifications suivant MOA	LVA	LVA

24-127	PIECE COMMUNE	Page 2
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

SOMMAIRE

CHAPITRE 1	DEFINITION DE L'OPERATION	4
1.1	Objet.....	4
1.1.1	Programme de l'opération	4
1.1.2	Situation du projet.....	4
1.2	Nomenclature des lots et des plans	4
1.2.1	Liste des lots du présent projet	4
1.2.2	Liste des plans du projet.....	4
1.3	Intervenants	5
1.3.1	Maîtrise d'Ouvrage	5
1.3.2	Maîtrise d'Œuvre	5
1.3.3	Contrôle Technique	5
1.3.4	Coordonnateur SPS.....	5
1.3.5	Etude de sols.....	6
CHAPITRE 2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES.....	6
2.1	Prescriptions techniques de références	6
2.1.1	Pour l'ensemble des marchés.....	6
2.1.2	Pour chaque lot particulier	7
2.2	Prescriptions communes à tous les lots	7
2.2.1	Obligations générales des entreprises.....	7
2.2.2	Caractéristiques du CCTP	8
2.2.3	Bureau de Contrôle.....	8
2.2.4	Organisation Sécurité Protection de la Santé	8
2.2.5	Etudes Techniques.....	9
2.2.6	Essais et Vérifications	9
2.2.7	Documents et détails d'exécution	9
2.2.8	Connaissance des lieux du projet	10
2.2.9	Implantations – Repères - Niveaux	10
2.2.10	Réunion de chantier.....	10
2.2.11	Stockage et manutention	11
2.2.12	Gestion des déchets.....	11
2.2.13	Travaux de nuit	11
2.2.14	Gardiennage du chantier	11
2.2.15	Installation de chantier – Echafaudage - Organisation.....	11

24-127	PIECE COMMUNE	Page 3
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

2.2.16	Nettoyage	12
2.2.17	Autorisations diverses	12
2.2.18	Mise en œuvre des matériaux	12
2.2.19	Echantillons.....	13
2.2.20	Contrôle technique interne aux entreprises.....	13
2.2.21	Protection de l'environnement	13
2.2.22	Pancarte de chantier.....	13
2.2.23	Organisation du travail	13
2.2.24	Locaux en activité	14
2.2.25	Note importante	14

24-127	PIECE COMMUNE	Page 4
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

CHAPITRE 1 DEFINITION DE L'OPERATION

1.1 OBJET

1.1.1 Programme de l'opération

Le présent document a pour objet la définition des Clauses Techniques Particulières pour la réalisation des travaux concernant le projet d'adaptation du Bâtiment J en soute à munitions sur le site de l'ECLPN à LIMOGES existant et pour le compte du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur – Direction Immobilier – Service Local Immobilier 87 – 87000 LIMOGES

1.1.2 Situation du projet

Bâtiments I et J site ECLPN de Limoges

1.2 NOMENCLATURE DES LOTS ET DES PLANS

1.2.1 Liste des lots du présent projet

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. sont divisés suivant les lots suivants :

Lot	Désignation
01	Terrassements Généraux VRD
02	Gros œuvre - Serrurerie
03	Bardage Couverture Désenfumage Chevêtres
04	Revêtement de sol
05	Plâtrerie Flocage Menuiseries intérieures Peinture
06	Electricité CFO CFA SSI Vidéo
07	Sprinklage Désenfumage mécanique
08	Paratonnerre

1.2.2 Liste des plans du projet

- PLANS DE CONCEPTION :
- Dossier graphique :

Numéro	Désignation	Echelle
01	<u>Plans de masse</u>	
01-1	PLAN MASSE EXISTANT	1/100
01-2	PLAN DE MASSE PROJET	1/100
02	<u>Vues en plan</u>	
02-1	PLAN RDC EXISTANT	1/50
02-2	PLAN RDC PROJET	1/50
03	<u>Façades</u>	
03-1	FACADES EXISTANT	1/50
03-2	TOITURE EXISTANT	1/50

24-127	PIECE COMMUNE	Page 5
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

03-3	FACADES PROJET	1/50
03-4	TOITURE PROJET	1/50
04	Coupes	
04-1	COUPES EDL ET PROJET	1/50
05	Détails Perspectives	
05 -1	Détails coupe sur pénétration SPK	1/50
05-2	Perspectives	pas d'échelle spécifique
06	PIC	
06-1	PIC	
	Plans lots Techniques	
STR 01	Plan de repérage des surélévations de murs	1/50
STR 02	Plan des ouvertures à créer	1/50
SPK 01	Plan ensemble Sprinklage	1/50
EL 01	Plan ensemble CFO - CFA	1/50
EL 02	Plan ensemble Sécurité et SSI	1/50

1.3 INTERVENANTS

1.3.1 Maîtrise d'Ouvrage

SGAMI du Sud-Ouest - Direction de l'Immobilier
89 Cour Dupré de St Maur
BP 30091
33041 BORDEAUX Cedex

1.3.2 Maîtrise d'Œuvre

GENESIS GROUP CENTRE
15 avenue de Paris
19100 BRIVE

1.3.3 Contrôle Technique

APAVE
Mr CAURET
Agence de LIMOGES
15 rue Léon Serpollet
87280 LIMOGES

1.3.4 Coordonnateur SPS

SOCOTEC
Mr BRUNET
Agence Construction de LIMOGES
5 rue Colombia
87000 LIMOGES

24-127	PIECE COMMUNE	Page 6
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

1.3.5 Etude de sols

Sans objet

CHAPITRE 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DE RÉFÉRENCES

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions des documents et spécifications techniques existants à la date d'exécution des ouvrages et en particulier :

2.1.1 Pour l'ensemble des marchés

- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)
- Prescriptions techniques applicables aux Marchés Publics de travaux : décret n° 82.508 du 14 Juin 1982
- L'intégralité des Règlements D.T.U., Règles de calcul et Normes contenus dans la collection du R.E.E.F. éditée par le C.S.T.B.
- Normes Françaises AFNOR - Les Règles professionnelles - Code du travail
- L'arrêté et le Décret :
 - * du 13-12-63 relatif aux mesures de Sécurité concernant les échafaudages, 65/48 du 08.01.65 portant règlement d'administration publique concernant l'Hygiène, la sécurité des travailleurs du Bâtiment et Travaux Publics, Modifié par Décret du 06.05.1995
- Les Décrets et arrêtés :
 - * Décret n° 94-1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la Coordination
 - * Arrêté du 07 Mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable
 - * Arrêté du 25.06.1980 relatif aux règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., modifié et complété par l'arrêté du 02.02.1993.
 - * Décret n° 95 607 du 06 Mai 1995 fixant la liste des prescriptions que doivent respecter les travailleurs indépendants et les employeurs lorsqu'ils exercent une activité sur un chantier de bâtiment ou Génie civil.
 - * Décret n° 95-608 du 06 Mai 1995 modifiant le code du travail et divers textes réglementaires pour les rendre applicables aux travailleurs indépendants et employeurs exerçant une activité sur les chantiers de Bâtiment ou Génie Civil.
- Règlement sanitaire Départemental
- Les essais
 - * Les installations ci-après énumérées feront l'objet d'essais effectués par les Entreprises dans les conditions conformes à celle définies, d'une part dans le document technique COPREC n° 1 de Décembre

24-127	PIECE COMMUNE	Page 7
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

1982, pour la nature des essais et leur mode opératoire et, d'autre part, dans le document technique COPREC n° 2 de Décembre 1982, pour la récapitulation des résultats de ces essais remplacés par les attestations de bon fonctionnement AQC

- Liste des installations concernées :
 - E.L. : Installations électriques
 - R.A. : Réseau d'alimentation en eau - R.E. : Réseau d'évacuation
 - etc...

Cette liste n'est pas limitative : l'Entreprise doit impérativement exécuter ses travaux et prestations conformément aux Règles de l'Art et aux Prescriptions techniques et réglementaires existants en la matière. Également, il est de convention expresse, que chaque entreprise est censée avoir parfaite connaissance des C.C.T.P. de tous les lots, afin de mieux apprécier, le cas échéant, la consistance de ses propres travaux.

2.1.2 Pour chaque lot particulier

Les prescriptions relatives à chaque lot seront définies, pour chacun d'eux, au titre Prescriptions Particulières d'Exécutions.

2.2 PRESCRIPTIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

2.2.1 Obligations générales des entreprises

Le présent C.C.T.P. a pour objet de préciser, pour chaque lot, à partir des plans définissant les dispositions, formes et dimensions des ouvrages, le mode d'exécution des travaux et les performances exigées.

Il n'est pas limitatif. En conséquence, chaque Entreprise doit réaliser l'intégralité des ouvrages et fournitures nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux qui lui sont confiés et répondre aux performances demandées.

Pendant la durée de la consultation, les Entrepreneurs sont tenus, en fonction de leurs connaissances professionnelles et de leur qualité d'homme de l'Art de signaler par écrit à la Maîtrise d'Œuvre les anomalies, erreurs ou omissions qu'ils descelleront dans les documents graphiques ou les pièces écrites.

Ceci suppose en particulier que l'entreprise :

- Assure la fourniture et la mise en œuvre de tous matériels et matériaux indispensables, alors qu'ils ne soient pas explicitement précisés au CCTP ou aux plans.
- supplée, compte tenu de ses connaissances professionnelles, aux détails ou dispositions qui seraient omis par le Maître d'Œuvre.
- possède une parfaite connaissance du projet dans son ensemble, y compris des dispositions prévues aux autres lots.
- ait procédé à la vérification préalable des cotes figurant aux plans et au Contrôle de leur concordance avec les divers plans et ouvrages.
- s'entoure de tous renseignements nécessaires auprès du Maître d'Œuvre, aucune modification au projet ne pouvant être apportée sans l'accord préalable de ce dernier.
- réalise sans délai la modification, la réfection ou le remplacement de tous ouvrages, matériaux ou fournitures non conformes aux règles et prescriptions techniques de la Construction ou aux dispositions prévues aux documents contractuels.

24-127	PIECE COMMUNE	Page 8
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

Toutes malfaçons ou exécution non conformes seront sanctionnées aux frais de l'entreprise défailante et ce, sous réserve des droits du Maître d'Ouvrage

Chaque Entreprise est tenue, avant de procéder à la réalisation de ses ouvrages, de vérifier que ceux des Entreprises qui l'ont précédée dans l'exécution et sur les ouvrages desquels elle intervient, sont conformes tant aux règles de l'Art, qu'aux règles de construction ou aux Prescriptions des Documents Contractuels :

- état des formes et implantation des ouvrages.
- verticalité et non déformation des ouvrages secondaires. - état des raccords faits par les autres Entreprises
- etc...

Aucun supplément de prix ne pourra être consenti à l'Entrepreneur dans le cadre des observations ci-dessus, ou pour tout autre cause que ce soit, à défaut d'accord préalable écrit du Maître d'Ouvrage.

2.2.2 Caractéristiques du CCTP

Le C.C.T.P. fait référence aux spécifications et règlements techniques existant en la matière : ces documents fixent impérativement et sans contestation possible les conditions d'exécution et de mise en œuvre des matériaux.

Tout emploi de matériaux ou procédés non agréés ou non traditionnels devra faire l'objet d'un accord du Bureau de Contrôle ou, à défaut du Maître d'Œuvre et des Compagnies d'Assurances.

Les descriptions du C.C.T.P. renseignent l'entreprise sur la nature des ouvrages à exécuter, leur nombre et importance, leur emplacement, leurs dimensions et les performances qui en sont attendues. Il en va de même des plans généraux et de détail joints au présent document.

L'Entrepreneur devant une réalisation complète des ouvrages, il lui appartient de signaler toute erreur, ou omission, contradiction ou divergence, de provoquer toute demande de renseignements et ce avant la remise de son prix global : aucun supplément en pourra être accepté après la signature du Marché. Les interprétations des documents contractuels feront foi et l'Entreprise gardera l'entière responsabilité de la bonne exécution de ses travaux.

2.2.3 Bureau de Contrôle

APAVE est le bureau de contrôle
Ses missions sont les suivantes : L, LE, P1, STI

2.2.4 Organisation Sécurité Protection de la Santé

La présente opération est soumise aux dispositions de la Loi n° 93-1418, du 31.12.93 et du décret du 26.12.94.

24-127	PIECE COMMUNE	Page 9
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

Dans le cadre du présent projet chaque entreprise doit intégrer les incidences découlant de l'application de la loi (Elaboration du P.P.S.P.S, réunion S.P.S., etc ...).

La présente opération est soumise aux obligations de 2ème Catégorie.

2.2.5 Etudes Techniques

La maîtrise d'œuvre a une mission dite de base avec VISA : toutes les études d'exécution sont à la charge des entreprises

Pour les lots nécessitant des études techniques particulières, ces dernières sont à la charge entière des Entreprises.

Elles doivent les soumettre avant toute exécution :

- Pour visa (respect de tout le projet), au Maître d'Œuvre
- Pour contrôle et accord : au Maître d'Œuvre.

Les Etudes doivent être établies en conformité avec les règlements et Prescriptions Techniques en vigueur (article 2.1 ci-dessus)

Aucune mise à exécution ne peut être engagée sans obtention préalable des visas et accords ci-dessus.

Le présent dossier PRO des ouvrages est établi par le Bureau d'Etudes Techniques GENESIS INGENIERIE.

Pour tous renseignements techniques, s'adresser à :

GENESIS Group Centre

15 avenue de Paris

19100 BRIVE

Tél : 05 56 05 39 68

Mr VAUJOUR Laurent : 06.16.89.37.16 – lvaujour@genesis-group.fr

2.2.6 Essais et Vérifications

Sont à la charge des Entreprises :

- Tous essais et vérifications prévus aux prescriptions techniques réglementaires et demandés par le Bureau de Contrôle ou, à défaut, le Maître d'Œuvre et les Compagnies d'Assurances.
- Ces essais et vérifications devront être effectués par des organismes qualifiés et agréés et leurs résultats ou procès-verbaux remis au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle s'il intervient.

2.2.7 Documents et détails d'exécution

Sont à la charge des Entreprises :

- Tous plans techniques, détails d'exécution, plans d'ateliers nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.
- Ces documents doivent recevoir, préalablement à la mise à exécution, l'accord du Bureau de Contrôle s'il intervient et le visa du Maître d'Œuvre
- Ils doivent être fournis en temps voulu aux divers stades de la réalisation.
- Pendant la période de préparation : plans et réservations, trous, scellements etc...
- En cours de chantier : dans les délais impartis et figurant aux comptes rendus de chantier, pour plans

24-127	PIECE COMMUNE	Page 10
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

de détails et d'atelier.

- Avant la réception : notices d'entretien, de fonctionnement, procès-verbaux d'agrément de matériels et matériaux, notices techniques correspondantes, etc...
- Au plus tard lors des opérations préalables à la réception des travaux : tous plans de recollement conformes à l'exécution réalisée, et tous documents à fournir selon article du C.C.A.P.

2.2.8 Connaissance des lieux du projet

Chaque Entrepreneur est réputé avoir, avant remise de sa proposition :

- pris connaissance de tous les éléments de l'ensemble du projet ainsi que de toutes les sujétions générales et locales en relation avec leur exécution.
- apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, importance et particularités.
- procédé à une visite détaillée des lieux et pris connaissance parfaite de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux de travail, accès et contrôle d'accès, abords, présence d'ouvrages existants, canalisations, etc...
- provoqué toutes consultations nécessaires auprès des Services Publics et Concessionnaires et pris tous renseignements nécessaires auprès d'eux.

Aucun supplément de prix ne pourra être accepté dans le cadre des sujétions ci-dessus.

2.2.9 Implantations – Repères - Niveaux

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsables de toute erreur d'implantation ou de niveau et, tous travaux de modification, surcharges ou autres qui s'avèreraient indispensables, sont à la charge des Entreprises responsables, sans préjudice des droits de recours du Maître d'Ouvrage.

Chaque entreprise est tenue d'agir en parfaite liaison avec les autres intervenants afin de déterminer avec précision les épaisseurs et réservations à prévoir et éviter ainsi tous travaux complémentaires dont la charge lui incomberait.

2.2.10 Réunion de chantier

La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un Entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le compte rendu de chantier visé ci-après.

L'Entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur le compte-rendu de la réunion précédente.

Les inscriptions portées par la Maîtrise d'Œuvre, valent Ordre pour chaque Entrepreneur intéressé, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.

24-127	PIECE COMMUNE	Page 11
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

2.2.11 Stockage et manutention

Chaque entreprise se chargera de la réception, du stockage et de la manutention des matériels et matériaux livrés sur chantier, sous son entière responsabilité.

Aucun dépôt de matériel et de matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf autorisation spéciale écrite du Maître d'Ouvrage.

2.2.12 Gestion des déchets

Chaque entreprise fournira avec son offre un descriptif des moyens mis en œuvre sur le chantier pour le traitement et le tri des déchets.

Durant le chantier, chaque entreprise traitera ses déchets en fonction de leur typologie.

Pour le lot 08 : Paratonnerre : le titulaire du marché prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets. Chaque type de déchet (les déchets inertes, les déchets non dangereux non inertes, les déchets dangereux, les matières polluées, ...) sera évacué en privilégiant les filières de valorisation ou à défaut d'élimination en respectant les exigences liées à chacune de ces filières.

2.2.13 Travaux de nuit

Sans objet.

2.2.14 Gardiennage du chantier

Les frais de clôture et de gardiennage de la zone de cantonnement sont à la charge des Entreprises ainsi que les panneaux réglementaires de défense, de manière à interdire l'accès du chantier aux tiers et assurer un parfait gardiennage : les frais afférents seront réglés par le compte prorata comme prévu au C.C.A.G. NFP 03 001 de Décembre 2000 (Article 14 - Annexe A 11.7).

2.2.15 Installation de chantier – Echafaudage - Organisation

Pendant la période de préparation, l'Entreprise chargée de l'installation de chantier en règle soumettra au Maître d'Ouvrage et au Coordinateur de Sécurité le plan d'organisation du chantier précisant notamment :

- la position et la nature des clôtures de chantier,
- les lieux de dépôt des matériaux à l'air libre ou protégés sous abri pour les matériels,
- les points d'eau, d'électricité, le téléphone, Fax,
- les zones de circulation de chantier,
- la position du Bureau de chantier ventilé, chauffé et éclairé, et des locaux de stockage d'échantillons,
- les zones locaux sanitaires,
- l'éclairage du chantier,

24-127	PIECE COMMUNE	Page 12
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

- les zones d'implantation de locaux provisoires,
- la position des bennes à déchets

Les frais afférents aux diverses consommations et entretien des installations seront imputés au compte prorata

Le prix global consenti par l'Entreprise comprend tous frais d'échafaudage et protections réalisés dans des conditions réglementaires de sécurité.

2.2.16 Nettoyage

En complément aux prescriptions relatives aux nettoyages du chantier, il est précisé que :

- le nettoyage permanent des accès de chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que les abords sont à la charge d'un LOT désigné en phase PRO et pour la durée du chantier.
- le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- les déchets devront toujours être répartis par chaque entrepreneur, suivant leur nature dans les bennes mises à disposition, au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, chaque entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, chaque entrepreneur devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de chaque entreprise, sauf les frais de mise en place d'évacuation des bennes, des nettoyages généraux de fin de travaux qui seront à la charge de l'entreprise du lot désigné pour réaliser cette tâche

En cas de non-respect par un entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

2.2.17 Autorisations diverses

Les entreprises feront leur affaire personnelle de toutes autorisations nécessaires auprès des Administrations intéressées (Police, Voirie, Electricité et Gaz de France, P et T., etc...) pour le déplacement ou suppression de tuyauteries, câbles, réseaux ou autres, etc...

Pendant toute la durée des travaux, si elles existent, les alimentations en eau, gaz, électricité, téléphone et évacuation des égouts devront rester assurées.

2.2.18 Mise en œuvre des matériaux

Tous les matériels et matériaux utilisés par l'Entreprise doivent impérativement être neufs, de premier choix et qualité et leur mise en œuvre en tous points conforme aux Règles de l'Art.

24-127	PIECE COMMUNE	Page 13
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

Toutes modifications de Normes, réglementation ou recommandation propre à ses ouvrages doivent être signalées par lui sans délai.

Le respect des Normes, Réglementations ou autres ne déchargent en aucun cas l'entreprise de ses responsabilités, quant au dimensionnement de ses ouvrages et leur résistance en égard aux performances exigées.

2.2.19 Echantillons

L'entreprise fournit, à sa charge, tous les échantillons demandés par le Maître d'Œuvre, étiquetés, répertoriés et entreposés dans le local prévu à cet effet.

Toutes les commandes passées doivent faire référence aux échantillons choisis par le Maître d'Œuvre.

2.2.20 Contrôle technique interne aux entreprises

Toutes vérifications techniques nécessaires incombent aux entreprises, concernant les matériaux et matériels fournis.

Ce contrôle doit être assuré :

- pour les fournitures, en conformité avec les normes et réglementations
- pour le stockage des matériaux et produits sensibles aux agressions atmosphériques ou déformations mécaniques.
- pour leur mise en œuvre en particulier par concertation avec les autres entreprises de manière à assurer une bonne réalisation des ouvrages.

2.2.21 Protection de l'environnement

Toutes précautions doivent être prises par les entreprises pour la protection des tiers contre les nuisances du chantier, selon réglementation : insonorisation de certains engins de chantier, bruits maintenus dans les limites fixées par la réglementation, etc...

2.2.22 Pancarte de chantier

La confection et la mise en place des panneaux réglementaires de chantier.

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur du lot chargé de l'organisation et de l'installation de chantier, fait poser un panneau fourni par lui, de dimensions suffisantes, soumis au Maître d'Œuvre, pour indiquer les noms et adresses du Maître de l'Ouvrage, des diverses entreprises, la nature de l'opération, le numéro et la date du permis de construire.

Il en assurera la dépose en fin de travaux.

2.2.23 Organisation du travail

24-127	PIECE COMMUNE	Page 14
DCE	Transformation d'un bâtiment en soute à munitions à l'ECLPN (Établissement Central Logistique de la Police Nationale) de Limoges (87)	CCTP

Les entreprises devront prendre toutes dispositions pour organiser leur intervention dans les meilleures conditions suivant le phasage des travaux et les protections mises en place.

2.2.24 Locaux en activité

Le chantier se situe en zone d'activités industrielles et secret défense, etc....: toutes les précautions seront prises pour assurer la sécurité des visiteurs ainsi que des travailleurs.

2.2.25 Note importante

Le présent document, dans sa partie générale, définit les conditions d'exécution des travaux, les spécifications générales et particulières à respecter par les Entreprises.

Les performances à obtenir découlent de ces spécifications techniques ainsi que les contraintes particulières qui seront précisées s'il y a lieu dans le chapitre - Clauses Techniques Particulières à chaque lot.

Il est rappelé que le présent C.C.T.P. fait référence aux Clauses techniques.

Les Clauses Administratives : Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ou particulières (CCAP) figurant aux autres documents contractuels, devront être également respectées par les Entreprises.

Ceci concerne en particulier les Clauses suivantes :

- la qualification des Entreprises (OPQCB - QUALIBAT ou QUALIFELEC)
- les assurances
- le compte prorata
- les délais, calendriers, période de préparation
- la sous-traitance
- les modifications dans l'importance et la nature des travaux
- la réception des ouvrages
- la période de garantie
- l'hygiène et la sécurité
- etc...